



RAPPORT FINAL

Atelier des experts sur les interactions entre les menaces sécuritaires dans le Sahel

Bamako du 26 au 28 septembre 2017

Mentions légales

Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité
Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
Point E, Boulevard de l'Est, Villa n°30
BP 15416 Dakar-Fann, Sénégal
Tél. : (+221) 33 859 20 02
Fax : (+221) 33 864 49 31
Email : info@fes-pscc.org
www.fes-pscc.org

© Friedrich-Ebert-Stiftung 2017

Conception graphique : Green Eyez Design SARL,
www.greeneyzdesign.com

ISBN : 978-2-490093-03-8

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans l'autorisation écrite de la FES. « Les idées et thèses développées dans la présente étude sont celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de la FES ».



Sommaire

Contexte	04
I. Objectifs de l'atelier	05
II. Déroulement de l'atelier	06
III. Les résultats et les principales idées forces	08
IV. Portée des recommandations et propositions de l'atelier et leur exploitation par les partenaires techniques et financiers	13
Annexes	15

Contexte

Au Sahel, la paix et la sécurité sont menacées par une multiplicité de causes, de plus en plus complexes, résultant de l'interaction de circonstances différentes. La lutte pour les ressources, les tensions ethniques, les conflits violents provoqués (transfrontaliers), la criminalité organisée, le terrorisme islamiste et les narco-trafiquants ont contribué à déstabiliser cette région et fragilisé la paix et la sécurité de la plupart des Etats comme au Mali et au Burkina Faso. Cette juxtaposition de conflits rend plus complexe leur résolution, car plusieurs dynamiques cohabitent dans un même espace et mieux les communautés développent des stratégies de résistance ou de survie, qui ne sont pas prises en considération dans les tentatives de sortie de crise proposées par les Etats ou la communauté internationale. Des localités du Sahel deviennent ainsi des lieux de confrontation entre communautés pour le contrôle des ressources locales. Cette situation aggrave les tensions intercommunautaires, comme celles entre éleveurs et agriculteurs dans un contexte marqué par la dégradation de l'environnement et la diminution des terres arables et des zones de pâturage. C'est dans ce contexte que prospèrent également les groupes extrémistes, qui contrôlent totalement ou en partie certains axes transfrontaliers. Il y a donc une véritable imbrication d'enjeux, d'acteurs, de réseaux dans le Sahel pour le contrôle

des ressources locales dans des zones où l'Etat est faiblement représenté en termes d'administration et de forces de défense et de sécurité, voire quasi inexistant. Pour mieux comprendre ces situations de conflictualités, qui s'enchevêtrent les unes sur les autres, il importe donc de saisir leurs dynamiques de fonctionnement, mais aussi comment les communautés les actionnent au gré de leurs intérêts, économiques, politiques et sociaux dans un contexte de menaces asymétriques.

La stabilisation et la pacification du Sahel sont incontestablement des défis à relever. Dans ce cadre, plusieurs initiatives, tant locales qu'internationales, sont en cours pour inverser les tendances lourdes qui caractérisent la situation sécuritaire dans cette partie du continent.

L'organisation de l'atelier des experts sur les interactions entre les menaces sécuritaires dans le Sahel par le bureau Paix et Sécurité Centre de compétence Afrique subsaharienne de la Friedrich Ebert Stiftung (FES PSCC) à Bamako du 26 au 28 septembre 2017 s'inscrit dans ce cadre¹. Cet atelier a traité principalement des problématiques qui gravitent autour de la jonction entre conflits anciens et nouveaux et des connexions entre groupes terroristes et réseaux du crime organisé dans l'espace sahélien.

¹ Voir en annexe la liste des participants et l'agenda de l'atelier.



I. Objectifs de l'atelier

L'objectif principal de cet atelier était de créer un cadre de réflexion collective, pluridisciplinaire et multi-acteurs pour pouvoir agir de manière positive sur la dynamique des conflits anciens et nouveaux dans le Sahel à travers une appropriation des défis à relever pour sécuriser et stabiliser cette région dans un contexte de menaces asymétriques.

De manière plus spécifique, il visait à :

- Elaborer un cadre d'échanges entre experts sur les questions de conflits et de menaces asymétriques dans le Sahel ;
- Analyser les derniers développements de la situation sécuritaire dans le Delta du fleuve Niger et dans la province du Soum notamment leurs incidences sur la dynamique des conflits entre agriculteurs et éleveurs ;
- Analyser l'évolution des connexions entre réseaux criminels et les groupes terroristes dans le Sahel ;
- Proposer des questions prioritaires, qui méritent un approfondissement autour de ces deux problématiques ;
- Proposer des recommandations aux autorités nationales, aux partenaires techniques et financiers, aux organisations sous-régionales, régionales et internationales (CE-DEAO, UA, UE, ONU) pour stabiliser et pacifier le Sahel dans un contexte de menaces asymétriques et de résurgence des conflits communautaires.

II. Déroulement de l'atelier

L'atelier s'est déroulé sous la présidence de M. Holger GRIMM, directeur Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Subsaharienne de la Friedrich Ebert Stiftung (FES PSCC). Il a présenté les objectifs de la rencontre ainsi que la vision de son organisation sur les questions de paix et sécurité en Afrique subsaharienne. Le représentant du président de la commission de la CEDEAO au Mali a rehaussé de sa présence la cérémonie d'ouverture.

L'atelier a été un lieu de rencontre et une occasion d'échanges entre experts et acteurs de terrain sur des thèmes, qui reflètent la dégradation sécuritaire au Sahel. Le contexte sécuritaire au Mali, et singulièrement celui du Delta du Fleuve Niger, a servi d'exemple pour illustrer les problématiques soulevées et qui portaient sur :

- Les conflits entre agriculteurs et éleveurs au Mali et au Burkina Faso dans un contexte de menaces asymétriques ;
- Les connexions entre groupes djihadistes et réseaux de contrebande et de trafics illicites au Sahel.

Les discussions ont été fortement enrichies par les interventions des acteurs de terrains, chercheurs et analystes des différentes localités du Delta du Fleuve Niger (Mali) et d'autres nationalités (Niger, Sénégal). Ils ont apporté des informations factuelles sur la dégradation de la situation sécuritaire dans la localité de Sévaré, Kona, Goundam, etc. mais également mis en exergue les initiatives en cours au niveau de ces localités pour faire baisser les tensions communautaires et encadrer les jeunes qui sont de plus en plus attirés par

les trafics de toutes sortes et la propagande du discours « libérateur » des groupes djihadistes.

Cette combinaison d'approches (théorique et pratique) a permis de faire de l'atelier de Bamako un creuset de réflexion et d'échanges multidisciplinaires et inclusifs sur les principaux défis sécuritaires à relever au Mali et dans le Sahel. Les débats et partages d'expériences ont permis de mieux comprendre les raisons profondes et complexes des conflits entre agriculteurs et éleveurs et les intérêts économiques qui animent les différents acteurs de cette conflictualité. De même, les connexions entre les groupes terroristes et les réseaux du crime organisé qui s'activent dans le Sahel sont clarifiés davantage par les différents participants et experts qui ont formulé plusieurs propositions à l'endroit des décideurs politiques nationaux et des acteurs qui interviennent pour faire face aux menaces sécuritaires dans cette région dont, entre autres :

- Organiser des activités du genre au profit des femmes et des jeunes pour une plus grande implication de cette catégorie dans la lutte contre l'extrémisme violent au Sahel ;
- Renforcer la coopération entre les organisations régionales et harmoniser les différentes stratégies de développement dans le Sahel pour lutter efficacement contre les menaces sécuritaires ;
- Réformer le secteur de la sécurité en renforçant la présence des Forces de défense et de sécurité pour restaurer l'autorité de l'Etat et moderniser les services publics dans les zones frontalières ;



- Réviser les textes sur l'exploitation de la terre et les adapter aux modes de gestion foncières actuelles sur le terrain ;
- Soutenir les initiatives locales et encourager le dialogue et la coopération intercommunautaires ;
- Mutualiser les moyens de défense au niveau sous-régional et lutter contre la prolifération des armes à travers un mécanisme de sécurité transfrontalière ;
- Harmoniser les législations des pays de la CEDEAO en matière de lutte contre la criminalité transnationale ;
- Initier des projets de développement pour empêcher les populations de collaborer avec les groupes terroristes/trafiquants.

Les interventions des experts ont également fait ressortir les différentes approches et perceptions, qui structurent le débat sur le terrorisme au Sahel, les liens entre réseaux criminels et groupes terroristes, les articulations entre les réseaux terroristes ainsi que leurs capacités à influencer les conflits locaux ou les frustrations des populations, qui se sentent délaissées par les Etats notamment en termes d'accès aux services sociaux de base, de protection de leurs droits et de justice équitable.

III. Les résultats et les principales idées forces de l'atelier

Le thème sur **les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans un contexte de menaces asymétriques** a été abordé par les experts panélistes autour de trois points : quelles sont les principales leçons apprises dans l'évolution des conflits agriculteurs et éleveurs au Sahel, comment se présente la dynamique de ces conflits, et enfin quels sont les principaux défis que les Etats et acteurs locaux doivent relever pour résoudre ce genre de conflit ?

En termes de leçons apprises, il a été observé que :

- ➔ la récurrence des conflits agriculteurs-éleveurs traverse de part en part tout le Sahel ;
- ➔ les effets du changement climatique ont aggravé les tensions autour de la gestion du foncier ;
- ➔ les effets pervers des politiques publiques productivistes ont privilégié l'agriculture au détriment du pastoralisme ;
- ➔ la décentralisation n'est pas parvenue à être un levier d'impulsion du développement local ;
- ➔ les frustrations des populations nées de pratiques comme l'accaparement de terres ont ravivé les tensions communautaires.

La persistance de ces tendances lourdes dans tous les pays du Sahel montre que l'Etat post colonial a échoué dans ses tentatives de résoudre les conflits communautaires et à bâtir des sociétés inclusives. La résurgence de tels conflits dans un contexte de menaces asymétriques n'est que la manifestation de l'amplification de ces tendances.

Quant à la dynamique des conflits agriculteurs – éleveurs dans le Delta du Fleuve Niger et dans la province du Soum au Burkina Faso, elle est marquée par le changement du contexte sécuritaire, le bouleversement des équilibres sociaux, le développement d'une économie de crise (trafic de drogue, contrebandes, etc.), l'apparition de milices et de groupes armés, qui contestent à l'Etat le monopole de la violence légitime. Ces groupes, dans la plupart du temps, ont un « agenda politique ». Leur objectif est le renversement des Etats ou leur affaiblissement, en vue de contrôler des pans entiers du territoire national pour mener leurs activités criminelles. Dans ce cadre, ils ont des stratégies pour exacerber les tensions communautaires et recruter des jeunes.

Les participants ont souligné que beaucoup de jeunes éleveurs dans le Delta du fleuve Niger et dans la province du Soum sont séduits par le discours « libérateur » des djihadistes, car ils ne se sentent pas protégés par l'Etat malien ou burkinabé dans le cadre de leurs revendications autour de la gestion des pâturages, par exemple. Ces localités, du fait de la paupérisation qui y sévit, constituent des terreaux fertiles pour les groupes extrémistes.

La résolution durable de ces conflits met en exergue plusieurs défis à relever parmi lesquels les défis politique, sécuritaire et social. Seuls des Etats inclusifs et visionnaires pourront relever de tels défis avec le concours des partenaires techniques et financiers et des acteurs de la société civile. Dans ce cadre, plusieurs propositions ont été faites par les participants et experts pour améliorer la situation sécuritaire mais également la cohabitation pacifique entre éleveurs et agri-



culteurs à travers des initiatives concrètes, dans le Delta du Fleuve Niger (Mali) et dans la province du Soum (Burkina Faso). Entre autres propositions :

- Restaurer un climat de sécurité à travers un renforcement de la présence des Forces armées maliennes (FAMA) dans les régions du Nord et du Centre du pays. Celles-ci devront respecter les droits de la personne au cours de leurs interventions sur le terrain. Dans le même ordre d'idée, il faut accélérer le déploiement des Casques bleus dans le centre du pays ;
- S'attaquer aux causes profondes des conflits en allant au-delà du seul aspect sécuritaire et promouvoir les mécanismes locaux de prévention et résolution des conflits et renforcer les capacités de dialogue et de concertation des acteurs à travers des mécanismes locaux ;
- Restaurer l'autorité de l'Etat et reconstruire les services publics au Nord, au centre du Mali et dans la province du Soum au Burkina Faso, afin d'assurer des services de base aux populations et assurer la sécurité et la protection de celles-ci ;
- Prendre davantage en compte la dimension genre dans l'analyse et la résolution des conflits et généraliser les activités génératrices de revenus (AGR) pour les femmes dans la zone du Delta et de la province du Soum pour leur assurer une plus grande autonomisation ;
- Revoir le système d'exploitation des terres ou adapter les modes de gestion foncières

aux nouvelles réalités du terrain en aménageant des pistes de transhumance et veiller à ce qu'elles ne soient pas récupérées par les agriculteurs et réhabiliter le pastoralisme ;

- Promouvoir l'alphabétisation et l'éducation des jeunes et des femmes pour instaurer une culture de la paix et de la citoyenneté comme un antidote contre la radicalisation des jeunes ;
- Faire de la décentralisation un outil véritable de développement local et de gouvernance et arriver à articuler décentralisation et aménagement du territoire. Dans ce cadre, il faut investir dans la région du Delta pour stimuler son potentiel économique et social ;
- Encourager l'intercommunalité pour résoudre durablement des conflits qui opposent des communautés vivant sur plusieurs collectivités locales ;
- Revisiter les textes de lois pour les adapter aux réalités actuelles en matière foncière et pastorale.

Les participants ont reconnu que les solutions ont toujours été proposées aux autorités pour régler de façon durable les conflits entre agriculteurs et éleveurs mais regrettent l'inertie de celles-ci à les mettre en œuvre. Ils déplorent l'absence d'une culture de suivi-évaluation au niveau de l'administration pour résoudre de manière durable les conflits communautaires, qui sont souvent exploités à des fins politiques ou partisans.

Le deuxième thème de l'atelier sur « **Connexions entre groupes djihadistes et réseaux de contrebandes et trafics illicites dans le Sahel** » a permis de dresser un tableau approfondi des menaces asymétriques auxquelles le Sahel fait face depuis bientôt deux décennies. En effet, si le Sahel est devenu une zone de trafics, de contrebande et aujourd'hui un lieu de déploiement des groupes terroristes, c'est qu'il est relégué depuis plusieurs siècles dans la périphérie de l'économie-monde de l'Atlantique. L'accession à l'indépendance des pays sahéliens n'a pas inversé cette tendance, au contraire, elle l'a accentuée. En effet les principaux circuits économiques sont tournés vers la façade Atlantique du continent.

Ce « délaissement » du Sahel est une des causes du développement des réseaux de contrebande et de trafics. Ces réseaux ont pu prospérer dans des zones où la présence des Etats était quasi inexistante. Ils ont un ancrage communautaire vaste ce qui explique leur caractère transnational et leurs capacités à se mouvoir à travers des frontières étendues et poreuses. A titre d'exemple, le Mali a 5.500 Km de frontières avec ses voisins et n'a pas les capacités militaires, humaines et logistiques pour les protéger.

Le changement d'itinéraire de la cocaïne d'Amérique du Sud vers l'Europe à la fin des années 1990 va faire du Sahel une plaque tournante dans l'entreposage, le transit et la vente de cette drogue grâce à la présence de réseaux existants et maîtrisant très bien les itinéraires sahélo-sahariens qui débouchent sur la Méditerranée. L'arrivée des djihadistes dans le Nord du Mali à partir de 2004 va donner naissance à un phénomène nouveau : l'apparition de connexions entre

des réseaux de trafics notamment de la drogue, de la cigarette, d'armes légères avec les groupes terroristes. Ces différentes entités évoluant dans les mêmes zones où la présence de l'Etat est très faible vont collaborer à travers une division du travail que l'on peut résumer comme suit : les terroristes garantissent la sécurité des convois et des itinéraires des trafiquants de drogues et en retour, ils perçoivent des « taxes ». L'argent qu'ils tirent de ces trafics leur permet de financer leurs activités terroristes dans le Sahel. Les enlèvements d'otages vont faire partie également de leur mode opératoire pour se financer. Cependant, plusieurs enquêtes sur le terrain ainsi que les témoignages de certains participants montrent que la frontière entre terrorisme et narcotrafiants dans le Sahel est très ténue, car plusieurs djihadistes sont directement impliqués dans la circulation et les trafics de drogue ainsi que plusieurs leaders communautaires, et ce à cause de la valeur lucrative de la cocaïne. L'enracinement des réseaux du crime organisé dans le Sahel n'est pas un accident, il s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs comme la vulnérabilité des Etats, la corruption de certaines élites dirigeantes, la porosité des frontières, l'existence de groupes armés qui contrôlent de vastes zones dans le continuum Sahel-Sahara, etc.

Cependant, les participants ont noté une désorganisation des itinéraires de la drogue et de la contrebande au Mali depuis le déclenchement de l'opération Serval et le déploiement de la MINUSMA. En effet, les groupes djihadistes comme AQMI, Ansar Dine, le MUJAO, toujours actifs dans le Nord et le Centre du pays, ne contrôlent plus entièrement certaines parties du septentrion malien. Ils ont perdu certains de leurs



sanctuaires et donc n'ont plus le contrôle des itinéraires de la drogue et de la contrebande dans ces zones. Ce changement contextuel va pousser les narcotrafiquants à s'adapter et à explorer d'autres routes pour acheminer la drogue vers l'Europe et le Moyen Orient. Plusieurs intervenants ont noté l'importance de plus en plus grande de la Libye dans la géographie des trafics de tout genre (drogue, armes, personnes, cigarettes, etc.) après la chute du Colonel Kadhafi.

Au total, aussi bien les discussions, le partage d'expériences, les échanges que les témoignages des acteurs de terrain montrent à suffisance la convergence d'intérêts entre les groupes terroristes et les réseaux de narcotrafiquants et de contrebande dans le Sahel avec parfois la complicité de certaines communautés locales. Ces deux menaces loin de s'affaiblir demeurent encore très fortes, car les réponses sécuritaires ont montré leurs limites pour les anéantir. C'est la raison pour laquelle, les participants à l'atelier ont fortement insisté sur la nécessité de s'attaquer aux racines de la criminalité organisée et de l'extrémisme violent en mettant l'accent sur l'insertion des jeunes dans le tissu économique, leur scolarisation mais également une revitalisation des communautés afin de décourager les populations à rejoindre les réseaux criminels, qui prospèrent dans le Sahel.

Dans, ce cadre plusieurs propositions et recommandations ont été formulées. On peut les classer en fonction de leur dimension temporelle dans le court, moyen et long terme.

Propositions et recommandations dans le court terme

Elles visent à apporter des réponses immédiates pour baisser les tensions et surtout diminuer la force d'attraction que les réseaux criminels exercent sur les populations, les jeunes en particulier.

- Accorder plus d'importance à la participation des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent dans le Sahel ;
- Revoir le mode de fonctionnement des armées sur le terrain ;
- Repenser le mandat de la MINUSMA ;
- Impliquer davantage la communauté locale dans la lutte contre le trafic des drogues ;
- Appliquer l'Accord de paix et de réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Notamment dans son volet DDR et l'élargir aux régions du Centre du pays ;
- Assurer une prise en compte du genre dans le processus de consolidation de la paix ;
- Prendre des mesures nécessaires pour protéger les dénonciateurs de djihadistes ;
- Interdire le recrutement de criminels dans l'armée en leur proposant d'autres activités ;
- Reprendre la formation des pionniers et promouvoir l'éducation populaire.



Propositions et recommandations dans le moyen et long terme

Elles visent à promouvoir des changements structurels dans la lutte contre le terrorisme et les réseaux de trafics illicites de manière durable.

- Régler la question sécuritaire par le biais du renforcement des capacités nationales ;
- Appliquer les lois nationales et internationales relatives à la lutte contre la criminalité transnationale et harmoniser les législations des pays de la CEDEAO en ce sens ;
- Appliquer les lois en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent ;
- Adopter des lois consensuelles au niveau des pays de la CEDEAO en matière de financement des partis politiques ;
- Proposer aux populations des activités génératrices de revenus pour les empêcher de collaborer avec les groupes terroristes/trafiquants ;
- Encourager le dialogue et la coopération entre Etats sahéliens ;
- Harmoniser les différentes stratégies de développement dans le Sahel ;
- Lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre ;
- Renforcer la mutualisation des moyens de défense au niveau sous-régional et impliquer davantage l'Algérie dans le G5 Sahel ;
- Réformer l'école en l'adaptant à l'histoire et la culture du pays et des communautés ;
- Mettre en place un mécanisme de sécurité transfrontalière ;
- Promouvoir le développement local en s'appuyant sur les « pays-frontières ».



IV. Portée des recommandations et propositions de l'atelier et leur exploitation par les acteurs nationaux et les partenaires techniques et financiers

L'importance des thèmes débattus au cours de l'atelier ainsi que la qualité des participants ont permis l'élaboration de quelques propositions et recommandations qui peuvent intéresser plusieurs acteurs comme les gouvernements des pays du Sahel et de l'Afrique occidentale, les collectivités locales, les organisations de la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers (PTF). Ces recommandations et propositions peuvent être classées en quatre blocs.

Bloc 1 : Sécurité

- Lutter contre la prolifération des ALPC ;
- Appliquer les Accords d'Alger en particulier le volet DDR qui doit être élargi aux régions du Delta du fleuve Niger ;
- Rendre opérationnelles les forces du G5 Sahel ;
- Renforcer les capacités opérationnelles des FAMA ;
- Orienter davantage la MINUSMA et les autres forces étrangères dans la lutte contre le terrorisme et les narcotrafiquants.

Bloc 2 : Développement durable

- Repenser le modèle de développement au Mali et investir massivement dans le Delta pour exploiter ses potentialités économiques et sociales ;
- Elaborer une politique inclusive d'aménagement du territoire et corriger les distorsions dans la gestion du foncier au Mali et au Burkina Faso ;
- Offrir des alternatives durables aux popula-

tions vulnérables (les femmes et les jeunes) en termes de formation, d'AGR et d'accès aux responsabilités ;

- Orienter les différents « Plans Sahel » vers des résultats durables et les aligner sur les priorités nationales comme le recommande la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement du 02 Mars 2005.

Bloc 3 : Citoyenneté, gouvernance et droits humains

- Elaborer un programme national de gouvernance ;
- Renforcer la décentralisation en l'adaptant aux nouvelles réalités du pays ;
- Lutter contre la corruption et l'impunité ;
- Promouvoir l'éducation à la citoyenneté et aux droits humains ;
- Assurer la protection des citoyens et amener les FDS à respecter leurs droits en toutes circonstances.

Bloc 4 : Renforcement de la résilience communautaire

- Soutenir les initiatives locales « pro-paix » ;
- Encourager le dialogue et la réconciliation communautaires ;
- Appuyer et encadrer les associations de femmes et de jeunes à s'investir dans des actions locales de développement ;
- Soutenir l'accès des femmes à la terre et appuyer la mise en œuvre de projets à impact rapide.



Les participants ont recommandé l'exploitation de ces points et leur mise en œuvre avec l'appui de la FES en relation avec ses domaines de compétences, mais également avec l'appui éventuel d'autres PTF. Leur mise en œuvre pourrait se faire au niveau local à travers les collectivités locales ou avec le regroupement des experts qui ont participé à l'atelier.



Annexes

LISTE DES PARTICIPANT(E)S

1. **Dr. Mahaman ALIO**, Université Abdou Moumouni, Niger
2. **Boubacar BA**, Président ONG Eveil, juriste projet gouvernance paix et securite PGPSG/PNUD, Bamako
3. **Oumar dit Ablo BA**, Coopérative des éleveurs de Bandiagara, Mopti
4. **Hamsalla BOCOUM**, Association Tabital Puulakou Mopti, Mopti
5. **Serge DANIEL**, Journaliste - écrivain Bamako
6. **Lassine DEBA**, Secrétaire exécutif ONG Eveil, Mopti
7. **Mamadou DIAKITE**, Magistrat, Bamako
8. **Inspecteur Général Ibrahima DIALLO**, Commissaire à la réforme du secteur de la sécurité, Bamako
9. **Youma Wellé DIALLO**, Association d'appui aux Groupements Ruraux, Bamako
10. **Dr. Zoumana DIARRA**, Conseiller technique au Ministère des droits de l'homme et de la réforme de l'Etat, Bamako
11. **Abdourhamane DICKO**, FES MALI, Bamako
12. **Dr. Bréma Ely DICKO**, Universitaire, Expertise sur les questions de sécurité, de migration et de terrorisme/extrémisme violent, Bamako
13. **Racki DJENEPO**, ONG féminines Mopti, Mopti
14. **Anna DOLO**, Expert en droits humains, Bamako
15. **Dr. Serigne Bamba GAYE**, Consultant Sénégal
16. **Lalla Safia Moulaye HAÏDARA**, Présidente ALCARAMA, Bamako
17. **Amadou KAREMBE**, Association Gina dogon, leader communautaire, Mopti
18. **Dr. Naffet KEÏTA**, Anthropologue, Enseignant-chercheur à ULSH-FSHSE Bamako, Bamako
19. **Me Saran KEITA**, Réseau des femmes pour la sécurité et la paix dans l'espace CEDEAO (REPSFECO-Mali), Bamako
20. **Dr. Ousmane KORNIO**, Expert – spécialiste des conflits agro-pastoraux, Bamako
21. **Hamza MAÏGA**, Association pour le Développement du Nord Mali ADENORD Mali, Tombouctou
22. **Dr. Ibrahima MAÏGA**, Chercheur à Institut for Security Studies, Bamako
23. **Me Mahaman Agaly MAÏGA**, Magistrat, Bamako
24. **Hamadou NIALIBOULY**, Leader communautaire Douentza, Mopti
25. **Arsiké OUOLOGUEM**, APESS, Mopti
26. **Dr. Bintou SANANKOUA**, Historienne, Bamako
27. **Oumou SANGARE**, Animatrice rurale, leader communautaire, Mopti
28. **Oumou Sall SECK**, Maire de la commune de Goundam, Tombouctou



29. **Dr. Issa SIDIBE**, Directeur du centre de recherche sur la sécurité au sahel – Ecole de maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye, Bamako
30. **Dr. Kalilou SIDIBE**, Chargé de cours - Université de Bamako, Bamako
31. **Modibo SIDIBE**, Ancien gouverneur de la région de Mopti, actuel Président de la commission vérité justice et réconciliation de Mopti, Mopti
32. **Almamy SOW**, Ancien conseiller communal, Mopti
33. **Tieïdo SOW**, Représentante des femmes de Djenné, Mopti
34. **Marie Louise SYLLA**, Animatrice rurale, Artisan de Paix et Parajuriste, Mopti
35. **Dr. Témoré TIOULENTA**, Expert, Bamako
36. **Korotoumou TOURE**, ASF Canada, Bamako
37. **Dr. Nana TOURE**, (Chercheure, extrémisme violent, jeunesse), Bamako
38. **SEM Aboudou Chéaka TOURE**, Représentant spécial du Président de la commission de la CEDEAO au Mali, Bamako
39. **Colonel Major Idrissa TRAORE**, Ministère de l'Administration territoriale, Bamako



AGENDA DE L'ATELIER

Lundi 25 Septembre

Arrivée des participants

Mardi 26 Septembre

09:00-09:30 Arrivée des participants et inscription

09:30-10:00 Ouverture

Mot de bienvenue de Abdourahmane DICKO, FESIMali

Présentation du PSCC et des objectifs de la conférence, *Holger GRIMM*, Directeur Paix et Sécurité, Centre de Compétence Afrique Subsaharienne/FES, Dakar

Ouverture des travaux par SEM Chéaka Aboudou TOURE, Représentant spécial du Président de la Commission de la CEDEAO au Mali.

10:00-10:30 Pause-café / Photo de famille

10:30-12:30 Présentation du thème « *Conflits entre agriculteurs et éleveurs dans un contexte de menaces asymétriques au Mali et au Burkina Faso* », par *Dr. Serigne Bamba GAYE*, Consultant

Discutants :

- *Dr. Mahaman Alio*, Enseignant Université Abdou Moumouni Niamey Niger
- *Boubacar BA*, Juriste Projet Gouvernance Paix et Sécurité / PNUD

- *Issa SIDIBE*, directeur centre de recherche sur la sécurité au sahel /EMP

Discussions modérées par : *Mamadou DIAKHITE*, Magistrat

12:30-14:00 Pause-Déjeuner

14:00-16:00 Présentation de quelques pistes de réflexion pour une résolution durable des conflits entre agriculteurs et éleveurs, par *Dr. Serigne Bamba GAYE*, Consultant

Discutants :

- *Me Saran KEÏTA*, REPSFECO-Mali
- *Ousmane KORNIO*, expert sur les questions de conflits agropastoraux
- *Mme Seck Oumou SALL*, Maire commune urbaine de Goundam

Discussions modérées par : *Mamadou DIAKHITE*, Magistrat

16:00-16:30 Pause-café

16:30-17:00 Récapitulatif des discussions et synthèse des recommandations les plus pertinentes, par *Mamadou DIAKHITE*, Magistrat

17:00 Fin de la première journée

Mercredi 27 Septembre

08:30-09:00 Arrivée des participants

09:00-10:30 Présentation du thème « *Connexions entre groupes djihadistes et réseaux de contrebandes et trafics illicites dans le Sahel* », par *Dr. Serigne Bamba GAYE*, Consultan

Discutants :

- *Dr. Mahaman Alio*, Enseignant Université Abdou Moumouni Niamey Niger
- *Serge Daniel*, Journaliste – écrivain, spécialiste des questions sécuritaires
- *Mme Nana TOURE*, Chercheuse en extrémisme violent, Paix et Sécurité

10:30-11:00 Pause-café

11:00-12:30 Discussions modérées par *Dr. Zoumana DIARRA*, Conseiller technique au ministère des droits de l'Homme et de la réforme de l'Etat

12:30-14 :00 Pause-Déjeuner

14:00-16:00 **Présentation de quelques propositions de recommandations pour renforcer la lutte contre les groupes djihadistes et les réseaux de crime organisé dans le sahel**, par *Dr. Serigne Bamba GAYE*, Consultant

Discutants :

- *Dr. Témoré TIOULENTA*, Spécialiste paix et sécurité au Mali
- *Dr. Kalilou SIDIBE*, Chargé de cours FSJP/ Université de Bamako
- *Me Mahaman Aghaly MAÏGA*, Magistrat

Discussions modérées par *Dr. Zoumana DIARRA*, Conseiller technique au ministère des droits de l'Homme et de la réforme de l'Etat

16:00-16 :30 Pause-café

16:30-17:00 **Récapitulatif des discussions et synthèse des recommandations les plus pertinentes**, par *Dr. Zoumana DIARRA*, Conseiller technique au ministère des droits de l'Homme et de la réforme de l'Etat

17:00 **Fin de la deuxième journée**

Jeudi 28 Septembre

08:30-10:00 Wrap up/synthèse générale des idées forces et des propositions de recommandations nouvelles sur les thèmes de la conférence, par les experts

Discussions modérées par *Dr. Serigne Bamba GAYE*, Consultant

10:00-10:15 Pause-café

10:15-11:45 **Mise en place d'un réseau d'experts**, par les experts

Présentation des objectifs et la finalité du réseau d'expert, par *Dr. Serigne Bamba GAYE*, Consultant

Structuration du réseau, par les experts

11:45-12:00 **Mot de clôture de la conférence**, par *Holger GRIMM*, Directeur FESIPSCC

12:00-14:00 Déjeuner

Départ des participants

